

UN AN POUR RÉFORMER LA RÉPUBLIQUE

CONGRÈS Moins de parlementaires, une dose de proportionnelle, la fin de la justice d'exception... Macron ne change pas de République mais dépoussière le régime.

PAR MYRIAM ENCAOUA
ET PAULINE THÉVENIAUD

TOUT SE SERA finalement passé comme prévu ! C'est d'un pas lent, celui qu'on lui connaît depuis le soir de son élection, qu'Emmanuel Macron a traversé la galerie des Bustes. Le voilà qui s'installe à la tribune, sous les yeux de près de mille parlementaires et de l'ensemble du gouvernement. Sa garde rapprochée, ses plus fidèles conseillers, d'ordinaires si rétifs à apparaître en public, sont eux aussi aux premières loges pour l'écouter une heure et demie durant fixer son cap.

S'écartant, rarement, de son texte, le président livre sa vision du quinquennat à venir. Là encore sans surprise, ni annonce nouvelle. « Il y a des confirmations », résume un ministre. Mais alors, que tenait à redire Emmanuel Macron hier ? Le chef de l'Etat veut montrer qu'il entend bien tourner la page des quinquennats précédents, « tranchant » – ce sont ses mots (durs) – « avec les années immobiles ou avec les années agi-

UNE FRANCE ARRÊTÉE S'AFFAÏSSE, SE DIVISE. UNE FRANCE APEURÉE, RECROQUEVILLÉE ET VICTIME NE PRODUIT QUE DU MALHEUR.

EMMANUEL MACRON

tées, toutes au résultat également décevant ». Il ne cite ni François Hollande ni Nicolas Sarkozy, mais les deux anciens présidents sont clairement visés. Macron dépeint ainsi « l'expérience commune de ces dernières années » : « Une France arrêtée s'affaïsse, se divise. Une France apeurée, recroquevillée et victime ne produit que du malheur. »

Son engagement : démentir « ceux qui spéculent sur un échec », « les cyniques ». Lui se vit comme le président du sursaut, et même, ose-t-il, d'une « révolution ». Pour donner corps à sa doctrine « progressiste », le président de la République confirme sa volonté de moderniser nos institutions. Aux principaux concernés, il explique pourquoi ils seront

d'un tiers moins nombreux et, pour une part, élus à la proportionnelle. Cherchant l'unité nationale autour de son projet, il livre une ode lyrique à la France et appelle à contrer « la lèpre de la division ». Ce qui n'est pas sans faire tousser l'opposition. « Si on n'est pas d'accord avec le monarque absolu, maintenant, c'est la menace », s'insurge le député LR Daniel Fasquelle. « Sa majorité, ce sont les Français », sourit en retour un proche de Macron, un brin provocateur.

PÉDAGOGIE

Liberté, autonomie, intelligence collective, efficacité, « effectivité », le président égrène ses mantras... Un exercice de « pédagogie » revendiqué, souvent nébuleux, diront ses opposants. Mais il faut bien, défend un ministre, rompre avec « l'absence de narratif », redonner « un roman national ». Quitte à sembler dissenter. « C'était essentiellement une mise en perspective », reconnaît le sénateur socialiste Jean-Pierre Sueur. Quitte à produire, une nouvelle fois, un discours de la méthode.

Charge donc, cet après-midi, au

Premier ministre Edouard Philippe de détailler la « mise en œuvre » de cette déclaration d'intention. Chargé aussi au chef du gouvernement de faire avec les mauvaises nouvelles et les annonces douloureuses. « La France n'est pas un pays qui se réforme », l'a prévenu Emmanuel Macron, souriant de ce drôle de passage de relais au Premier ministre. Le retour aux fondamentaux de la V^e République présente parfois quelques avantages.

@Myriamencoua
@Pauline_Th